

EN QUÊ TE

PENSER L'APRÈS-CRISE

« Le virus contre l'État ? »

Le sociologue et historien Pierre Birnbaum, professeur émérite à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, procède pour *Acteurs publics* à une analyse comparée des formes politiques des États et de leur réaction face à la pandémie. « *La question si débattue en sociologie politique des vertus et des désavantages comparés des types d'États retrouve ainsi une nouvelle jeunesse* », relève-t-il.

Par Pierre Birnbaum

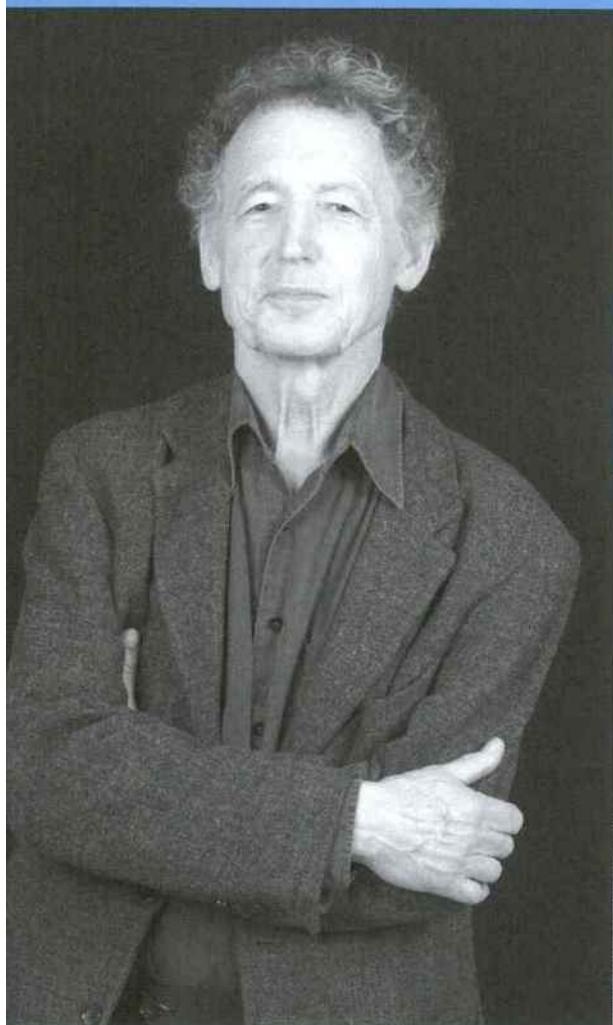
La dénonciation de la faillite de l'État est à la mode, le refrain se fait entendre chaque jour plus bruyamment, qui annonce procès et recours en justice contre les élites politico-administratives en poste de responsabilité. La chasse aux sorcières ne saurait tarder une fois la pandémie surmontée. Cette dénonciation de l'État prend aisément une tournure populiste : à la suite du mouvement des « gilets jaunes », on dénonce l'arrogance des élites en charge de l'État, de la « caste » qui ignore les besoins réels du peuple, des « petits » abandonnés ainsi à la misère et, dorénavant, au virus mortel qui, c'est un fait, s'attaque davantage aux milieux sociaux défavorisés en situation sanitaire fragile au sein des territoires abandonnés.

Nul ne conteste l'échec de la politique sanitaire de l'État, sa négligence des hôpitaux, de leurs ressources, des besoins vitaux de leur personnel en dépit de leur longue mobilisation, de leurs manifestations légitimes devant la dégradation de leur statut et de leurs ressources, de leurs appels à sauver

le *welfare state*. Nul ne peut nier les excès d'une gestion incrémentaliste des hôpitaux inspirée du *new management* à l'américaine, nul ne saurait rejeter le constat général du recul des services publics, nier l'imbrication croissante des élites politico-administratives et des intérêts privés à travers un pantouflage débridé et insuffisamment contrôlé, l'influence exorbitante des intérêts privés qui agissent impunément auprès des pouvoirs publics jusqu'à influencer leur prise de décision. Les ratés sont indéniables et, davantage encore, un certain effacement des barrières entre le public et le privé.

Logiques propres

Faut-il pour autant s'en prendre à l'État à la française en raison, en particulier, de l'échec de sa politique sanitaire ? Toutes les sociétés ont fait face, en ces mois de mars et avril 2020, à la même pandémie meurtrière qui a provoqué brusquement dans chacune d'entre elles des milliers de décès en conservant néanmoins leur logique politique propre. Ainsi, à l'encontre de l'État « fort » à la française, les sociétés à État « faible », de type fédéraliste, de l'Italie aux



Pierre Birnbaum

1940 Naissance à Lourdes (Hautes-Pyrénées)

1975 Doctorat ès lettres, devient professeur à Paris-I Panthéon-Sorbonne

1977 *Les Sommets de l'État : essai sur l'élite du pouvoir en France* (Seuil)

1979 *Sociologie de l'État*, avec Bertrand Badie (Grasset)

2018 *Où va l'État? Essai sur les nouvelles élites du pouvoir* (Seuil).

CATHERINE HÉLIE © ÉDITIONS GALLIMARD

États-Unis, affrontent la pandémie en préservant leur logique régionale et décentralisée, tandis que des sociétés centralisées avec parti-État, telle la Chine, imposent leur gestion autoritaire¹.

L'Italie a sombré lorsque la Lombardie, la région autonome la plus industrialisée, a négligé ses structures hospitalières en fonction de sa logique de marché prédominante²; dans cette région, épicerie de la pandémie meurtrière de l'Italie où le système de santé est la prérogative de la région, la Ligue, qui contrôle l'État, s'est mise à la remorque de la mafia et des intérêts privés, facteur de profonde

corruption³. Au contraire, l'Allemagne, à la structure fédérale et elle aussi décentralisée, a poussé à la consultation, au dialogue, à l'action efficace et concertée, « *le fédéralisme y montre ses avantages, ses atouts* » dans la gestion de la crise⁴. Et pourtant, ni les unes ni les autres n'étaient véritablement prêtes à juguler efficacement tout de suite la pandémie comme si, en dépit de leurs logiques et de leurs structures politico-administratives distinctes, une incapacité plus ou moins grande les frappait dans la gestion à long terme de ce danger, malgré les avertissements renouvelés de lanceurs d'alerte d'un nouveau type issus de la société civile qui annonçaient sa survenue.

Sociologie comparée

Dès lors, la sociologie comparée de l'État préserve-t-elle sa dimension explicative dans la gestion de cette crise hors du commun qui frappe tous les États? Les États « forts » parviennent-ils à mettre en œuvre des politiques publiques mieux adaptées à l'urgence que les États « faibles »⁵? Sont-ils, au contraire, davantage démunis car éloignés de leur société, en surplomb, ignorant ses urgences et ses besoins, incapables de répondre au désarroi et aux souffrances de leurs citoyens? Les États « faibles » y réussissent-ils mieux, à l'écoute de leurs citoyens, avec une structure politique et un espace public davantage propices à une mobilisation par le bas

[1] Chloé Froissart, « *Le virus n'a pas vaincu l'opacité chinoise* », *Terra nova*, 24 mars 2020.

[2] Jacques Charmelot, « *Covid à l'italienne: le "cas lombard"* », *Fondation Robert-Schuman*, avril 2020.

[3] Voir l'interview de Roberto Saviano, *Le Monde*, 11 avril 2020.

[4] Johanna Luyssen, « *L'Allemagne s'en sort mieux que la France* », *Libération*, 19 avril 2020, et interview de Johann Chapoutot dans *Médiapart*, 24 avril 2020.

[5] Sur cette opposition, voir Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État (Pluriel)*.



DR

“ La question des vertus et des désavantages comparés des types d’États retrouve une nouvelle jeunesse. ”

[6] Adam Przeworski, « Musings », 11 avril 2020, Communication personnelle.

[7] Discours d’Emmanuel Macron, Le Monde, 17 mars 2020.

[8] Olivier Galland, « Le poison de la défiance », Telos, 1^{er} mai 2020.

[9] Libération, 8 avril 2020.

[10] The New York Times, 11 avril 2020.

[11] Voir l’interview de William Dab, ancien directeur général de la santé, Le Monde, 11 avril 2020.

[12] Philippe Escande, « Économie de marché : la crise du coronavirus provoque le grand retour de l’État », Le Monde, 5 avril 2020.

[13] Bruno Tertrais, L’Épreuve de faiblesse ; les conséquences géopolitiques du coronavirus, Tracts de crise n°62, Gallimard, 30 avril 2020, p. 7.

plus efficace ? Il ne le semble pas, comme le souligne Adam Przeworski en relevant « l’incapacité du gouvernement fédéral américain dans la gestion de la crise, sa passivité, son incohérence, sa confusion. En réagissant à la crise, les États-Unis n’agissent pas en tant qu’État »⁶. Il souligne, par comparaison, la prise de parole forte du Président Emmanuel Macron, qui déclare que « ce que révèle d’ores et déjà cette pandémie, c’est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges (...), c’est qu’il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » et placés, par conséquent, sous la protection de cet État qui « tient ».

« Le grand retour de l’État »

Le Président Emmanuel Macron martèle ce message : l’État doit « prendre en charge toute la société, son stress et sa capacité à vivre cette pandémie en tant que nation », « l’État paiera », ajoute le Président⁷, avec l’assentiment de la grande majorité des citoyens, qui souhaitent son intervention croissante,

même si leur confiance dans les pouvoirs publics décline sans cesse, si la défiance s’accroît à l’égard des gouvernants qui ont, par exemple, minimisé abusivement le manque de masques disponibles⁸. Pourtant, comme le note Alain Duhamel, « en 2020, l’État tien bon, la démocratie ne vacille pas, le personnel de santé, malgré le dénuement de l’hôpital, se bat de toutes ses forces et fait face (...), les élites ne se sont pas enfuies pour se mettre à l’abri (...). Les politiques font de leur mieux, les dirigeants d’entreprises, les cadres supérieurs ne disparaissent pas, la haute fonction publique, la magistrature, les responsables des forces de l’ordre sont à leur poste (...). C’est l’envers de 1940 »⁹.

La comparaison entre ces deux modèles idéaltypiques de l’État qu’incarnent la France et les États-Unis, mise déjà en lumière par Alexis de Tocqueville et qui conserve une large part de vérité, éclaire encore de nos jours leurs réactions opposées face à la pandémie, leur capacité ou incapacité à y faire face. Ainsi, aux États-Unis, la grande faiblesse du système de soins public ne peut être compensée par un système hospitalier privé aux coûts exorbitants. En France, ce sont surtout les hôpitaux publics d’un État centralisé qui font face efficacement à la pandémie¹⁰, même si l’effort de prévention des pouvoirs publics a échoué, laissant les hôpitaux publics presque démunis face à la tâche immense qui leur incombe¹¹. Dans ce sens, « la crise du coronavirus provoque le grand retour de l’État »¹². La question, si débattue en sociologie politique, des vertus et des désavantages comparés des types d’États retrouve ainsi une nouvelle jeunesse dans le cadre dramatique de la pandémie mondiale, d’autant plus qu’« aucun des modèles politiques contemporains ne s’est révélé particulièrement apte à gérer : ni les grandes démocraties, ni les autocraties et les dictatures et encore moins les populismes »¹³.

Pierre Birnbaum